

4 Économie

**Production cimentière
CimGabon broie du noir**

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

Chute vertigineuse des ventes, concurrence du ciment importé, contraction du personnel... Depuis 2 mois, l'entreprise serait en cessation de paiement de ses fournisseurs et prestataires. D'où le cri d'alarme des cadres et des employés de l'entreprise.

A l'image de bon nombre d'entreprises empêtrées dans la crise, le climat social est très lourd, en ce moment, au sein de CimGabon. En effet, la Société traverse une forte conjoncture économique, à telle enseigne qu'un arrêt total ou partiel de ses acti-

vités dans les mois, semaines ou jours à venir n'est pas à exclure, indique un haut cadre de CimGabon. Selon lui, la féroce compétition due aux importations massives de ciment elle représente presque la moitié des parts de marché - est à l'origine du déclin de cette société, jadis fleuron de l'industrie cimentière locale. D'après les statistiques de l'entreprise, l'année 2016 s'est révélée encore plus difficile, avec un volume de vente se situant à peine aux alentours de 40 000 tonnes, alors que la capacité annuelle de la société est supérieure à 400 000 tonnes. Face à cette chute vertigineuse de ses ventes, l'entreprise serait, depuis deux mois, en cessation de paie-



Photo : Franck Martial MOMBON

Chute vertigineuse des ventes de CimGabon.

ment de ses fournisseurs et prestataires. « A la fin du mois de janvier dernier, les salariés ont failli ne pas pouvoir entrer en possession de leur paie. Qu'en sera-t-il de ce mois de février et de ceux à venir ? »,

s'inquiète un ancien délégué du personnel. Avant d'ajouter : « En avril 2014, Cimgabon, avant le départ du géant allemand Heidelberg et l'arrivée du Groupe Cimaf, a initié un plan social de départs vo-

lontaires avec la fermeture de l'usine de clinker de Ntoun, suivie de celle de ciment de Franceville en 2015, qui avait entraîné la perte d'emplois aussi bien directs qu'indirects de centaines de Gabonais et Gabonaises (...). La recapitalisation de la société qui, pourtant, était tant attendue comme un souffle d'espoir par les employés, n'a malheureusement pas levé les incertitudes quant à son devenir », regrette-t-il. Les employés de l'entreprise souhaitent aujourd'hui vivement qu'un plan de sauvegarde soit urgemment mis en place par le gouvernement et la direction générale, afin de préserver les emplois.

Brèves

Côte d'Ivoire/ Un remboursement pour défaut de paiement

Le Conseil du Café-Cacao (CCC) réclamera une compensation financière pour le manque à gagner engendré par le défaut de paiement des contrats d'exportation de cacao de la part des opérateurs locaux. Ce paiement, s'il n'est pas réalisé, pourrait conduire le CCC à suspendre les droits d'exportation des opérateurs concernés après les enchères électroniques réalisées pour la vente par anticipation du cacao.

Nigeria/La centrale électrique de Gbarain Ubie bientôt opérationnelle

Le directeur exécutif de la Niger Delta Power Holding Company (NDPHC), Chiedu Ugbo a annoncé que dès la fin du premier trimestre 2017, la centrale à gaz de Gbarain Ubie pourra produire de l'énergie. La mise en service de cette nouvelle infrastructure permettra d'ajouter 252 MW à la capacité électrique du pays. Le milliard de pieds cubes de gaz nécessaire au fonctionnement de l'infrastructure sera fourni par la compagnie gazière Shell.

Bénin/Emprunter des milliards pour financer une partie de son budget

Le gouvernement béninois envisage emprunter sur le marché des capitaux sous-régional l'équivalent de 1002 milliards de francs CFA à travers des opérations d'émissions de titres publics. Ce décret, qui a été pris au cours du conseil des ministres du 1er février 2017, permettra au pays de financer une partie de son budget (2010 milliards de FCFA) voté à l'unanimité fin décembre par le parlement.

Algérie/Non respect de l'accord de réduction de la production pétrolière

Selon une note des analystes de Standards and Poor's Global Platts, l'accord de réduction de la production de pétrole en zone OPEP a été respecté par tous les pays membres du cartel sauf l'Algérie. En effet, au terme du mois de janvier 2017, il a été constaté que le pays maghrébin n'a non seulement pas réduit sa production de 50 000 b/j comme imposé par l'OPEP, mais a pompé 10 000 b/j supplémentaires. C'est l'équivalent de 300 000 barils de trop produits en janvier 2017.

Rassemblées par F.A.

Signature d'un accord d'assistance entre le Gabon et la FAO

Interdire l'accès à nos ports aux pêcheurs illégaux

F.A.
Libreville/Gabon

UN accord international contraignant les États à se mettre aux normes en ce qui concerne la régulation de l'accès aux marchés des bateaux de pêche a été signé, hier, entre le ministre de la Pêche et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Libreville. Il s'agit du document de Programme de coopération technique (TCP) relatif à la mise en œuvre de l'accord sur les mesures du ressort de l'Etat du port. « A travers ce premier accord contraignant, les pêcheurs illégaux de poisson avec leurs bateaux, quelle

que soit la mer dans laquelle ils auront pêché, n'auront plus accès aux ports et, donc, plus accès aux marchés. C'est en réduisant cet accès aux marchés que nous allons les décourager », a expliqué le directeur général de l'Agence nationale des pêches et de l'agriculture, Georges Mba Asseko. Selon le ministre de la Pêche, Estelle Ondo, notre pays a été parmi les deux premiers pays africains à ratifier cet accord. « Le Gabon est donc, de ce fait, très soucieux de contrecarrer la pêche illégale, non déclarée et non réglementée », a-t-elle souligné. Auparavant, le coordonnateur du bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique est revenu sur



Photo : F.A.

Echange des documents entre le ministre de la Pêche et le coordonnateur du Bureau régional de la FAO pour l'Afrique centrale...

l'urgence de mettre en place, une série de mesures afin de lutter contre la pêche illicite. « (...) Les pertes dues à cette pêche frauduleuse dans les eaux de l'Afrique subsaharienne sont estimées entre 1 et 1,5 milliard de dollars US par

an. Soit près du ¼ du total des exportations annuelles de poissons de l'Afrique. (...) Ces effets néfastes affectent négativement les économies nationales, les moyens de subsistance des populations, la sécurité alimentaire et l'environnement

(...) », a déclaré Helder Muteia. La FAO a également développé un programme-cadre de 5 ans permettant de mettre en œuvre les stratégies et plans d'actions nationaux qui auront été élaborés. Ce programme, d'un montant de 10 millions de dollars environ, visera à soutenir les états côtiers et petits États insulaires en développement, ainsi que des organismes régionaux de pêche qui démontrent un engagement politique fort pour lutter contre ce fléau. Actuellement, le niveau de production de la pêche gabonaise tourne autour de 30 mille tonnes, a indiqué le directeur de l'Agence nationale de la pêche et de l'agriculture.

Produits alimentaires

Les importations ont explosé entre 2008 et 2015

MSM
Libreville/Gabon

D'APRÈS les statistiques combinées du ministère de l'Agriculture et du service économique de l'ambassade de France au Gabon, les importations de produits agricoles et agroalimentaires au Gabon sont en progression constante (21% des importations to-

tales du pays). Elles seraient passées de 200 milliards de francs par an en 2008 à... 370 milliards de francs aujourd'hui. Environ 200 milliards de francs (65%) sont affectés rien que pour l'importation de la viande et des abats comestibles. Les viandes, les céréales, les préparations à base de céréales, les farines, le lait et produits de la laiterie,

les boissons et alcools représentent les 2/3 des importations gabonaises. La France fournit, à elle seule, environ le quart de ces importations de produits agricoles et agroalimentaires (92 milliards de francs). D'autres pays européens tels que la Belgique et l'Italie constituent les autres sources d'approvisionnement majeur du Gabon, ainsi que le Brésil



Photo : Archives

De la viande importée sur les étals d'un grand magasin de Libreville.

(volailles). Dans la zone Cémac, le Gabon s'approvisionne principalement au Cameroun (fruits et légumes frais..) et en Afrique du sud (viandes).

CHANGEMENTS	COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 08/02/2017	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957			
		USD	1,0665	1USD =	615,056	1 USD	636,583	CAC 40	09/02/2017	4 738,65
		CAD	1,4020	1CAD =	467,872	1 CAD	492,208	DOW JONES	09/02/2017	20 035,17
		JPY	119,3900	1JPY =	5,494	100 JPY	571,334			
		GBP	0,8532	1GBP =	768,865	1 GBP	802,231			
		CHF	1,0637	1CHF =	616,675	100 CHF	64 547,51			
		ZAR	14,3162	1ZAR =	45,819	100 ZAR	4 764,64			
		MAD	10,7212	1MAD =	61,183	MAD	63,62			
		CNY	7,3295	1CNY =	89,495	1CNY	92,18			
		KES	110,9100	1KES =	5,914	1KES	6,09			

**BRENT (IPE) US Dollars/Baril
09 Février 2017: 54,83**

CHANGEMENTS
Union Gabonaise de Banque
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>